

Source : http://www.liberation.fr/france/2016/01/25/reconnaitre-que-la-croissance-pourrait-ne-pas-revenir_1428929

Téléchargement 01 02 2016

«Reconnaître que la croissance pourrait ne pas revenir»

Par [Dominique Méda, Professeure de sociologie à l'université Paris-Dauphine](#) —

La philosophe française Dominique Méda. Photo AFP

La sociologue explique pourquoi la tendance actuelle à détricoter le code du travail n'est pas la réponse appropriée aux défis de l'emploi.

- «Reconnaître que la croissance pourrait ne pas revenir»

Beaucoup d'idées fausses circulent sur l'emploi : on oublie trop souvent que la France est l'un des pays qui a réussi à créer le plus d'heures de travail par rapport à la population en âge de travailler, et que les pays considérés comme «*modèles*» ont multiplié plus que nous les petits boulots très mal payés et protégés. Mais les questions du travail et de l'emploi restent urgentes. Le taux de chômage reste extrêmement élevé, et une partie de nos concitoyens est confrontée à un véritable mal-être au travail, fait de stress, de burn-out, d'intensification, de petits boulots, de salaires trop faibles, complétés par de maigres subsides publics toujours plus compliqués à obtenir. Les enquêtes mettent bien en évidence l'ampleur des attentes qui sont aujourd'hui placées sur le travail par les Français et la grande médiocrité de ses conditions d'exercice. Les réponses apportées ne sont pas à la hauteur de ces défis. L'idée la plus en vogue aujourd'hui consiste à détricoter le code du travail - qui serait à l'origine de tous nos maux -, notamment pour pouvoir licencier plus facilement ; à supprimer les règles qui organisent les relations de travail, et sont considérées comme d'insupportables entraves ; à baisser le coût du travail, tenu exclusivement pour une charge, le tout à l'ombre d'une révolution technologique dont les conséquences annoncées mêlent augmentation du taux de croissance, disparition des emplois et changement radical du travail. Ce chemin mène à la paupérisation et à la polarisation de la société française et de l'Europe.

Il faut raisonner autrement. D'abord, reconnaître que la croissance pourrait ne pas revenir et que son retour ne serait d'ailleurs pas nécessairement une bonne chose, étant donné les dégâts environnementaux qu'elle continuera d'engendrer. Ensuite, comprendre que la reconversion écologique à engager au plus vite pour reconstruire l'ensemble de notre système productif peut représenter, si elle est bien menée, une extraordinaire occasion de renouer avec le plein-emploi et changer le travail.

Quels pourraient être les composants d'un scénario visant à résoudre à la fois la question écologique et la question sociale ? Il s'agirait - pour une fois - de réussir les transferts de main-d'œuvre et le développement des qualifications que la reconversion écologique suppose en mettant en œuvre de puissants mécanismes de sécurisation garantis par les institutions - le service national du climat proposé au Royaume-Uni par la campagne «Un million d'emplois pour le climat» constitue une

proposition intéressante. De mobiliser des moyens conséquents pour accompagner la formation et la qualification des personnes. De développer des emplois de toutes natures nécessaires pour répondre aux besoins sociaux plutôt qu'à l'augmentation du profit et de la rentabilité. De substituer à l'actuel partage du travail, sauvage, un partage civilisé, contribuant à l'égalité entre hommes et femmes. De poursuivre des gains non plus tant de productivité que de qualité et de durabilité des produits, comme le propose l'économiste Jean Gadrey. Cela suppose d'autres outils de mesure de la richesse, d'autres organisations du travail, d'autres formes d'entreprises capables de prendre en considération l'apport des salariés. Cela suppose sans doute aussi l'édiction de normes sociales et environnementales mondiales, un rôle beaucoup plus déterminant confié à l'Organisation internationale du travail et à une Organisation mondiale de l'environnement et d'autres règles du commerce international telles que celles figurant dans le Mandat commercial alternatif européen.

Un tel «programme» implique de rompre avec les représentations dominantes. La rupture ne paraîtra utopique qu'à ceux qui sont résignés à laisser notre société se désagréger. Les moyens de la mise en œuvre, le choix des ingrédients, les modalités de sa réalisation appellent des délibérations collectives, des expérimentations et des échanges avec ceux qui, dans les territoires, ont déjà commencé à travailler autrement.

[Dominique Méda Professeure de sociologie à l'université Paris-Dauphine](#)